

James F. Byrnes, Cartes sur table

Légende: Dans ses Mémoires, James F. Byrnes, ministre des Affaires étrangères du président américain Harry S. Truman de 1945 à 1947, se souvient des négociations sur les questions allemande et polonaise lors de la Conférence de Yalta, du 4 au 11 février 1945.

Source: BYRNES, James F. Cartes sur table. Paris: Morgan, 1947. 617 p. p. 64-77.

Copyright: (c) Morgan

URL: http://www.cvce.eu/obj/james_f_byrnes_cartes_sur_table-fr-b382d69f-63b0-40a6-a12e-d127198030ab.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

James F. Byrnes, *Cartes sur table*

[...]

Au cours de toutes les discussions relatives à la question allemande qui se déroulèrent à Yalta, la délégation soviétique se préoccupa surtout du problème des réparations.

A la table de conférence, le maréchal Staline était assis entre MM. Molotov et I.M. Maisky, commissaire adjoint aux Affaires étrangères. M. Maisky avait passé onze ans à l'ambassade de Londres et il faisait souvent fonction d'interprète autant que de conseiller du maréchal Staline. Ce fut lui qui présenta les propositions soviétiques au sujet des réparations allemandes.

- Notre plan, expliqua M. Maisky, prévoit que l'Allemagne devra nous fournir des réparations en nature de deux manières différentes. Tout d'abord nous effectuerons des prélèvements sur la richesse nationale de l'Allemagne, c'est-à-dire sur ses usines, ses terres, son outillage, ses machines-outils, son matériel roulant, ses investissements dans les entreprises étrangères. Ensuite nous exigerons des paiements annuels en nature pendant une période de dix ans à compter de la fin de la guerre.

M. Maisky proposa qu'un prélèvement de 80 % fût effectué sur toutes les industries allemandes, spécifiant cependant que les industries du fer et de l'acier, celles des constructions métallurgiques et celles des produits chimiques devraient être plus spécialement visées. Il ajoutait que les usines d'aviation, les installations de fabrication de pétrole synthétique et autres usines ou entreprises militaires devraient être complètement supprimées.

- Par suppression, j'entends confiscation et enlèvement du matériel en vue de son utilisation au titre des réparations, précisa-t-il.

M. Maisky déclara que 20 % de son industrie lourde suffiraient pour permettre à l'Allemagne de vivre. Toutes les réparations devraient être complètement réglées en dix ans et le transfert des usines et des autres biens devrait être terminé au bout de deux ans. Les entreprises allemandes importantes en tant que potentiel de guerre devraient être internationalisées, et des représentants des Trois Grandes Puissances devraient siéger au Conseil d'administration de ces entreprises, aussi longtemps que les puissances alliées le jugeraient utile.

Des réparations ne seraient versées qu'aux pays ayant subi des pertes matérielles directes, telles que des dégâts causés à des usines, à des terres ou à des maisons d'habitation, ou encore des pertes de biens personnels infligées à leurs citoyens. Etant donné l'étendue de ces dommages, M. Maisky proposa qu'un système de priorité fût établi entre les différents pays devant recevoir des réparations, système dont le critère serait la contribution respective de ces pays à la victoire et l'importance des pertes subies directement.

Il déclara ensuite que les réparations devraient être fixées à vingt milliards de dollars et que la part de l'U.R.S.S. ne devrait pas être inférieure à dix milliards de dollars.

Ce fut M. Churchill qui répondit le premier aux déclarations de M. Maisky. Il rappela l'expérience de la Grande-Bretagne au lendemain de la première guerre mondiale.

- Le résultat fut des plus décevants, dit-il. Avec d'énormes difficultés, nous avons réussi à tirer de l'Allemagne un milliard de livres sterling, et nous n'y serions jamais parvenus, si, au même moment, les Etats-Unis n'avaient prêté au Reich une somme encore plus importante.

« Le transfert des usines et des ateliers est, dans une certaine mesure, un procédé judicieux, mais je suis bien certain que vous ne parviendrez pas à extraire de cette Allemagne ruinée, et pour la Russie seulement, une somme de l'ordre de deux cent quinze millions de livres sterling par an.

Le Premier Britannique s'étendit alors sur les dommages subis par la Grande-Bretagne, sur les lourdes dettes

qu'elle avait dû contracter et fit état des pertes sévères des autres pays qui avaient également droit à des réparations.

- D'autre part, poursuivit M. Churchill, le spectre d'une Allemagne en proie à une terrible famine se dresse devant mes yeux.

« Si nous réglons la question de l'économie intérieure de l'Allemagne de telle sorte que quatre-vingts millions d'êtres humains soient réduits pratiquement à mourir de faim, nous contenterons-nous de leur dire : « C'est bien fait pour vous », ou bien nous verrons-nous obligés de les aider à vivre ? Dans ce cas, qui paiera ? Si vous avez un cheval et si vous voulez qu'il tire votre charrette, vous devez lui donner à manger une certaine quantité d'avoine, ou tout au moins de foin.

- Il ne faut pas cependant que le cheval rue, objecta M. Maisky.

M. Churchill choisit alors un exemple qui excluait la possibilité des ruades.

- Si vous avez une voiture, vous devez y mettre une certaine quantité d'essence si vous voulez qu'elle roule. Je suis partisan de la création d'une Commission d'enquête chargée des Réparations. Cette Commission aurait pour mission d'étudier cette question, afin de trouver le moyen d'obtenir le maximum d'une façon raisonnable.

Présentant le point de vue des Etats-Unis, le président Roosevelt fit ressortir qu'après la dernière guerre mondiale son pays avait prêté à l'Allemagne des milliers de dollars.

- Nous ne pouvons permettre que cela se reproduise, souligna-t-il. Nous pouvons parfaitement nous passer de la main-d'oeuvre allemande. Nous n'avons nul besoin des machines, de l'équipement ou des usines de l'Allemagne. Tout au plus porterons-nous à notre crédit quelques avoirs allemands que nous avons bloqués en contre-partie de tout ce que l'Allemagne nous doit. Mais cela représente bien peu de chose.

Après la fin de cette réunion, j'informai le Président que, selon les statistiques les plus sérieuses, les avoirs allemands bloqués aux Etats-Unis se montaient à cent cinquante millions de dollars et que, très certainement, ils ne dépasseraient jamais deux cents millions. Plus tard, le Président se servit de ces chiffres pour montrer combien notre part serait minime, comparée à celle des autres nations.

Le maréchal Staline prit à son tour la parole.

- La dernière fois, toutes les difficultés provenaient du fait que les réparations avaient été exigées en espèces. La question se posa alors de la conversion des marks allemands en devises étrangères. Ce fut contre cet écueil que vint s'échouer la question des réparations.

Le maréchal Staline insista pour que les trois grandes puissances qui avaient porté le fardeau de la guerre jouissent d'une priorité en matière de réparations. Il dit que l'on devait reconnaître « que la France n'avait fait aucun sacrifice comparable à ceux des Trois Puissances en question ».

Et pour appuyer son argument, il ajouta :

- Aujourd'hui, la France a en ligne huit divisions, alors que le Gouvernement de Lublin en a dix.

Il ne fait aucun doute qu'à ce moment le nombre des divisions en ligne devait influencer sur l'opinion que le maréchal Staline se faisait des droits des divers gouvernements. On prétend qu'il aurait déclaré à Yalta, à propos du point de vue du Pape : « Combien de divisions a-t-il ? » En fait, le maréchal ne fit aucune déclaration de ce genre à Yalta, mais c'était bien là la commune mesure dont il se servait souvent.

En conclusion, le maréchal Staline proposa de prendre une décision dans la question de savoir si le montant des réparations devait être déterminé en fonction de la contribution à l'effort de guerre ou des pertes

réellement subies, ou encore sur ces deux bases. Au cours des discussions, le Président fit une déclaration qui constitue encore une source de malentendus entre nous et les Russes. Il dit que la Commission des Réparations « devrait prendre comme base de discussion, dans son travail préliminaire, la proposition du Gouvernement soviétique, selon laquelle le montant total des réparations devrait être de vingt milliards de dollars, dont 50 % devraient revenir à l'U.R.S.S. ».

[...]

Le problème des frontières polonaises était étroitement lié à celui des réparations. Dès l'ouverture de la discussion, le président Roosevelt déclara que les Etats-Unis estimaient que les frontières orientales de la Pologne devraient suivre, *grosso modo*, le tracé de la fameuse ligne Curzon. Il maintenait le point de vue qu'il avait exprimé à Téhéran et estimait qu'il était toujours souhaitable de modifier le tracé de l'extrémité méridionale de la ligne, de façon que la ville de Lwow et au moins une partie des champs pétrolifères soient en territoire polonais.

M. Churchill fit alors remarquer qu'il avait défendu devant le Parlement britannique le principe de la ligne Curzon impliquant le rattachement de Lwow à l'U.R.S.S. Les revendications que l'U.R.S.S. faisait valoir sur ces territoires étaient fondées « non point sur une question de force, mais sur une question de droit ». Cependant, si l'U.R.S.S. acceptait de faire « un geste magnanime en faveur d'une nation beaucoup plus faible », tel que celui que venait de proposer le Président, « la Grande-Bretagne, souligna M. Churchill, admirerait et applaudirait la décision prise par l'U.R.S.S.

Le maréchal Staline répondit à M. Churchill d'un ton animé :

- La ligne Curzon est celle de Curzon, de Clemenceau et de ces Américains qui, en 1918 et en 1919, prirent part aux conférences qui eurent lieu à cette époque. La Russie n'y fut pas invitée et n'y prit aucune part... Lénine n'a jamais donné son accord à ce sujet... Maintenant certaines personnes voudraient que nous soyons moins Russes que Curzon ou que Clemenceau. Vous voudriez nous acculer à la honte. Que diront, en effet, les Russes blancs et les Ukrainiens ? Ils diront que Staline et Molotov sont pour la Russie des défenseurs moins sûrs que ne l'avaient été Clemenceau et Curzon. Il m'est impossible d'adopter une telle position si je veux pouvoir regarder les gens en face lorsque je rentrerai à Moscou.

En prononçant ces paroles, Staline s'était levé. Ce fut la seule fois pendant toute la Conférence qu'il manifesta des sentiments aussi vifs.

- Je préfère, poursuivit-il, que la guerre se prolonge, malgré le sang qu'elle nous coûte, pour pouvoir donner à la Pologne une compensation à l'ouest aux dépens de l'Allemagne. Je soutiendrai ce point de vue et je demanderai à tous nos amis de me soutenir ... Je suis partisan de l'extension des frontières occidentales de la Pologne jusqu'à la Neisse.

M. Churchill exprima ses doutes quant à la sagesse d'une telle solution. Il reconnut cependant que la frontière occidentale de la Pologne devrait être repoussée vers l'ouest, sur l'ancien territoire allemand, mais il affirma que « ce serait une folie de gaver l'oie polonaise de tant de nourriture allemande, car elle en crèverait d'indigestion ». Il estimait que si l'on donnait à la Pologne une portion de la Prusse Orientale allant jusqu'à l'Oder, cela nécessiterait le transfert de six millions d'Allemands. Staline protesta que ce nombre serait beaucoup plus faible, parce que « où nos troupes entrent, les Allemands s'enfuient ».

M. Churchill lui rappela alors que l'on ne devait pas oublier la question de savoir « où ces Allemands devaient s'enfuir », et il demanda « s'il y aurait assez de place pour eux dans ce qui demeurerait de leur pays. »

En particulier, M. Churchill me confia que si l'on fixait les frontières polonaises à la Neisse, cela signifierait le transfert de près de neuf millions d'Allemands. Une telle masse de population ne pourrait jamais être absorbée, affirmait-il, par ce qui resterait de l'Allemagne.

La discussion fut longue et serrée, mais, en définitive, Staline accepta le principe de la ligne Curzon et il fut décidé d'inclure dans le protocole la déclaration suivante, quelque peu équivoque, relative aux frontières polonaises:

« Les trois chefs de gouvernement considèrent que la frontière orientale de la Pologne devra suivre le tracé de la ligne Curzon avec des rectifications, dans certaines régions, de l'ordre de cinq à huit kilomètres en faveur de la Pologne. Ils reconnaissent que ce pays doit recevoir d'importants apports de territoires aussi bien au nord qu'à l'ouest. Ils estiment que le nouveau gouvernement provisoire d'Unité Nationale polonaise devra être dûment consulté sur l'importance de ces apports et que la délimitation définitive du tracé de la frontière occidentale de la Pologne ne pourra être fixée avant la Conférence de la Paix. »

Non seulement les frontières polonaises, mais la Pologne elle-même constituait une des pierres d'achoppement de cette Conférence. On consacra plus de temps à l'examen de ces problèmes qu'à celui de n'importe quelle autre question. En raison de l'âpreté des débats, le président Roosevelt joua plus le rôle d'arbitre que celui d'avocat, bien qu'il réclamât, tout comme M. Churchill, la formation d'un nouveau gouvernement polonais à Varsovie.

L'Union Soviétique, de son côté, désirait la reconduction du Gouvernement de Lublin. Staline était disposé à l'élargir en y acceptant certaines personnalités, mais il voulait avoir la certitude que ces nouveaux venus ne diminueraient pas le contrôle qu'exerçait son pays sur ce gouvernement.

Le Président déclara qu'il était en faveur d'un gouvernement polonais qui résoudrait toutes les divergences politiques en constituant un « cabinet d'unité nationale où tous les partis seraient représentés ». « Un tel cabinet, souligna-t-il, ne serait que provisoire et son premier devoir serait d'établir un régime permanent. » Il ajouta « que les Etats-Unis désiraient voir la Pologne entretenir avec l'U.R.S.S. des relations amicales et que personnellement il pensait que si la question polonaise pouvait être résolue au cours de cette conférence, l'établissement de la paix dans le monde en serait facilité.

- La Grande-Bretagne, dit alors M. Churchill, a déclaré la guerre à l'Allemagne pour que la Pologne reste un Etat libre et souverain. Tout le monde connaît le risque terrible que nous avons couru alors et comment nous avons failli perdre la place que nous occupions dans le monde, non seulement comme empire mais encore comme nation. L'intérêt que nous avons porté à la Pologne est une question d'honneur. Ayant tiré l'épée pour défendre la Pologne brutalement attaquée par Hitler, nous n'accepterons jamais une solution qui ne ferait pas de la Pologne un Etat libre et souverain.

Il réaffirma ensuite l'opinion exprimée par le président Roosevelt, en disant que la Pologne ne devrait pas être « libre d'entretenir des desseins hostiles à l'encontre de la paix et de la sécurité de l'Union Soviétique ».

En termes éloquentes, M. Churchill brossa un tableau du danger que représentait l'existence simultanée de deux gouvernements polonais. Des mesures devaient être prises, insista-t-il, pour assurer la liberté d'élections en Pologne et, en attendant, des garanties suffisantes devaient assurer la liberté des communications de l'Armée soviétique.

La réponse du maréchal Staline fut pleine de chaleur.

- Pour le peuple russe, la question polonaise est non seulement une question d'honneur, mais aussi une question de sécurité. A chaque page de l'histoire, la Pologne a toujours été le corridor par lequel les armées étrangères ont envahi la Russie. Deux fois au cours de ces trente dernières années, nos ennemis, les Allemands, ont traversé ce corridor. Il est de l'intérêt de la Russie que la Pologne soit un Etat fort et puissant, capable de fermer la porte de ce corridor par ses propres moyens ... Il est nécessaire que la Pologne soit libre et indépendante. C'est pourquoi, ce n'est pas seulement une question d'honneur pour l'Union Soviétique mais une question de vie ou de mort.

Au cours de toutes les discussions qui suivirent, le Gouvernement soviétique devait invoquer cet argument pour justifier tout ce qu'il avait fait en Pologne. Dans son esprit, un gouvernement ami de la Russie était un

gouvernement complètement dominé par elle. Le gouvernement de Lublin répondait à cette définition, et Staline ne voulait courir aucun risque avec des représentants des autres partis politiques. Par la suite, je discutai de cette question avec M. Molotov. Je ne pus lui faire admettre mon opinion que la sécurité de la Russie serait mieux garantie si on s'assurait en Pologne les sympathies du peuple plutôt que celles d'un gouvernement recevant des instructions de Moscou. C'est en vain que je lui représentai que les gouvernements se succéderaient, mais que si la conduite du gouvernement soviétique lui gagnait la sympathie du peuple polonais, il serait assuré de celle de son gouvernement.

Après cette première discussion de la question polonaise, le président Roosevelt écrivit une lettre à Staline pour lui suggérer que les délégués des gouvernements de Varsovie et de Londres, ainsi que ceux des factions politiques non comprises dans ces deux gouvernements, se réunissent pour étudier ensemble la constitution d'un nouveau gouvernement polonais. Cette lettre servit de base aux discussions suivantes.

Le projet du président Roosevelt fut débattu pendant plusieurs jours. Les délégués se mirent enfin d'accord sur le texte d'une déclaration, stipulant entre autres :

- Le gouvernement provisoire actuellement en fonction en Pologne devra, en conséquence, être réorganisé sur des bases démocratiques plus larges, avec la participation des chefs démocratiques de la Pologne elle-même et des Polonais de l'étranger. Ce nouveau gouvernement prendra alors le nom de gouvernement provisoire polonais d'Unité Nationale.

Une commission comprenant MM. Molotov, Harriman et sir Archibald Clark Kerr fut nommée pour entrer d'abord en contact, à Moscou, avec les membres du gouvernement de Lublin, avec les chefs démocratiques de la Pologne et des Polonais de l'étranger, en vue de la réorganisation du gouvernement, suivant les indications données. La déclaration prévoyait que le gouvernement provisoire devait s'engager à procéder aussi rapidement que possible à des élections libres et sans entraves, au suffrage universel et au scrutin secret.

Au moment où les délégués étaient prêts à conclure ce que nous considérions déjà comme un accord sur cette difficile question, le président Roosevelt demanda :

- Combien de temps faudra-t-il pour organiser des élections libres ?

- Moins d'un mois, répondit M. Molotov.

Les élections polonaises, qui ne furent pas « libres » dans le sens que nous donnons habituellement à ce mot, eurent lieu vingt-trois mois plus tard, le 19 janvier 1947.

[...]